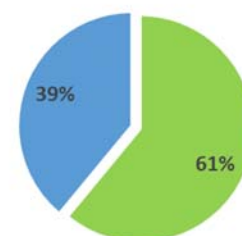


Cadre socio-économique

Population totale
Croissance démographique
Surface
PIB
PIB par habitant
Croissance du PIB
Pays fragile
Gouvernance
Variation de la gouvernance sur 5 ans
Indice du développement humain

Année	Unité	Valeur
2014	Million	17,086 ¹
2014	%	2,9 ²
2014	km ²	1.240.190 ³
2014	Md US\$ courants	12,0 ⁴
2014	US\$ per cap	704 ⁵
2014	% annuel	7,2 ⁶
2014	Statut	Oui ⁷ (revenu bas)
2014	Index/rang	49,5/28 ⁸
2014	Index	-5,7 ⁸
2013	Index/rang	0,407/176 ⁹

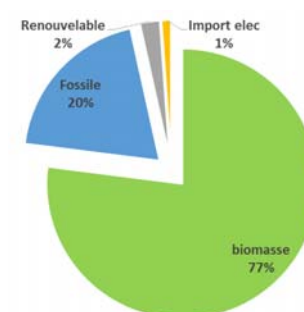
■ Population rurale
■ Population urbaine



Énergie consommée (1 million tep = 11,65 MWh)

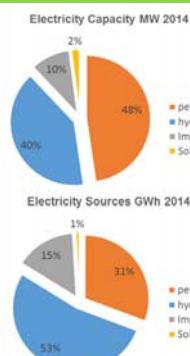
Énergie primaire – TPES
Énergie primaire – Biomasse
Énergie primaire – Fossile
Énergie primaire – Renouvelable
Énergie primaire – Import électricité
Énergie primaire – Import net hydrocarbures
Énergie finale – Total domestique
Énergie finale – Moderne BLEN ¹¹
Énergie finale – Électricité

Année	Unité	Valeur
2008	Million tep	3,58 ¹⁰
2008	Million tep	2,75 ¹⁰
2008	Million tep	0,69 ¹⁰
2008	Million tep	0 ¹⁰
2008	Million tep	0,04 ¹⁰
2008	Million tep	0,69 ¹⁰
2008	Million tep	3,45 ¹⁰
2008	Million tep	0,113 ¹⁰
2014	TWH	1,87 ¹²



Électricité

Demande de pointe
Capacité installée raccordée
Capacité installée thermique fossile
Capacité installée hydro
Capacité installée renouvelable (hors hydro) ¹³
IPP/capacité installée
Production énergie électrique
Production d'électricité à partir de combustibles fossiles
Production d'électricité d'origine hydraulique
Production d'électricité à partir de renouvelables
Consommation énergie électrique y compris autoconsommation et pertes
Consommation moyenne par habitant
Pertes (totales et techniques et non-techniques) en % de la production
Pertes (transport, distribution techniques/commerciales)
Importation (+) exportation (-) nette
Taux d'électrification ¹⁴ totale
Taux d'électrification urbaine/rurale
Lignes haute tension ¹⁵
Lignes moyenne tension
Lignes basse tension
Énergies renouvelables/total de la production d'énergie électrique
Branchements au réseau basse tension (EDM)
Tarif moyen
Rapport coûts/tarif



Année	Unité	Valeur
2013	MW	247,8 ¹²
2014	MW	408,7
2014	MW	216,3
2014	MW	182,9
2008	MW	9,4
2013	%	15,5
2014	GWh	1.591
2014	GWh	576,7
2014	GWh	997,1
2014	GWh	16,9
2014	GWh	1.876 ¹²
2014	KWh per cap	109,8
2014	%	21,7
2014	GWh	407 ¹²
2014	GWh	286
2014	%	23,2
2012	%	34,1/7,2
2014	km	1364,4 ¹²
2014	km	1.678,1 ¹²
2014	km	3.790,3 ¹²
2013	%	66,9
2014	Millier	345,1
2013	US\$/kWh	19,1
2014	%	1,468

1 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>; 2 <http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW>; 3 <http://data.worldbank.org/indicator/AG.SRF.TOTL.K2>;

4 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>; 5 <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD>; 6 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>;

7 <http://www.oecd.org/dac/infocaf/FSR-2014.pdf>; 8 <http://www.moibrahimfoundation.org/interact/>; 9 <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CIV>; 10 www.ecowrex.org/system/files/.../2009_rapport_sie_-_econotec.pdf; 11 BLEN comprend GPL, électricité, gaz naturel et biogaz; 12

<https://www.edm-sa.com.ml/index.php/2014-06-27-10-06-12>; 13 Renouvelable hors hydro (déchets, biomasse, biogaz, géothermie, solaire, éolien, marine); 14 Calculé comme population ayant accès à une source d'électricité dans leur habitation comparé à l'ensemble de la population; 15 Haute tension (>50 kV) moyenne tension (1-50 kV), basse tension (<1000 V).

Politique énergétique

Stratégie énergie domestique (1990); Politique Énergétique Nationale (PEN) de mars 2006, révisée en 2013; Lettre de Politique Sectorielle de l'Énergie (2009-2012) ; Stratégie Nationale pour le Développement des Énergies Renouvelables ; Cadre de Référence pour l'Électrification Rurale ; Stratégie Nationale pour le Développement des Biocarburants (juin 2008); Stratégie de Développement de la Maîtrise de l'Énergie.

Lois de l'énergie

Directive 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public; Directive 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public; Directive C/DIR/1/06/13 du 21 juin 2013 de la CEDEAO sur l'organisation du marché régional de l'électricité; Loi n°67-12/AN-RM du 13 avril 1967 créant la Direction de l'Hydraulique et de l'Énergie; Ordonnance n°90-45/P-RM du 04 septembre 1990 créant le Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER); Loi n°90-105/AN-RM du 11 octobre 1990 créant la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM); Loi n°90-103/AN-RM du 11 octobre 1990 créant le Programme pour le Développement des Ressources Minérales (PDRM); Ordonnance n° 90-64/P-RM du 08 novembre 1990 créant la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Énergie (DNHE); Loi n° 92-009 du 27 août 1992 créant l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP); Loi n° 98-056 du 17 décembre 1998, ratifiant l'Ordonnance n° 98-025/P-RM du 25 août 1998 créant la Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN); Ordonnance n° 99-013/P-RM du 1er avril 1999, ratifiée par la loi n° 99-022 du 15 juin 1999 créant la Direction Nationale de l'Énergie (DNE); Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité; Ordonnance n° 00-021/P-RM du 15 mars 2000, ratifiée par la loi n°00.080 du 22 décembre 2000 créant la Commission de Régulation de l'Électricité et de l'Eau (CREE); Ordonnance n° 02-060/P-RM du 05 juin 2002 créant l'Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP); Loi n° 03-006 du 21 mai 2003 créant l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER); Ordonnance n° 04-033 du 23 septembre 2004 créant l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière au Mali (AUREP); Loi n°02-006 du 31 janvier 2002 portant Code de l'Eau au Mali; Loi n° 05-019 / du 30 mai 2005 portant modification de l'Ordonnance n° 00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'Électricité; Ordonnance N°09-006/P-RM du 04 mars 2009 portant création de l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB); Ordonnance N°XX-031/P-RM du 25 septembre 20XX portant création de l'Inspection de l'Énergie et de l'Eau

Textes d'application

Décret n° 128/PG-RM du 30 mars 1961 sur l'organisation du Service de l'Hydraulique et de l'Électricité; Décret n°138/PG-RM du 11 novembre 1966, sur l'organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Énergie (DNHE); Décret N°90-434/P-RM du 31 octobre 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du CNESOLER; Décret 02-583/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNGM; Décret 02-584/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PDRM; Décret n°90-458/P-RM du 08 novembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNHE; Décret n° 93-098/ P-RM portant modification de l'article 3 du Décret n° 92-155/ P-RM du 14 octobre 1992 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ONAP; Décret n°98-292/P-RM du 08 septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNCN; Décret n° 99-186/P-RM du 05 juillet 1999, modifié par le décret 07-254/P-RM du 02 août 2007, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement d la DNE; Décret 00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de la régulation de l'électricité et de l'eau; décret n° 02-107/P-RM du 05 mars 2002, instituant le visa de conformité des installations électriques intérieures aux normes et règlements de sécurité ; Décret n° 02-333/P-RM du 06 juin 2002 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'AMARAP; Décret n°03-226/P-RM du 30 mai 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'AMADER; Décret n°04-582/P-RM du 21 décembre 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'AUREP; Décret n°07-264/P-RM du 2 août 2007 déterminant le cadre organique des services régionaux et subrégionaux de l'Énergie; Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public; Décret N°09-082/P-RM du 04 xx 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ANADEB; Décret n°09-503/P-RM du 23 septembre 2009 qui suspend pour une durée de 5 ans la perception des droits et taxes éligibles au cordon douanier sur les équipements d'énergie renouvelable à l'importation, à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité et de la redevance statistique qui restent entièrement dues

Régulateur de l'énergie/l'électricité

Commission de Régulation de l'Électricité et de l'Eau (CREE) chargée de (i) soutenir le développement du service public de l'électricité et de l'eau; (ii) défendre les intérêts des usagers et la qualité du service public; (iii) contrôler les appels d'offres et de l'octroi de concessions et de délégation de gestion; (iv) suivre des transactions entre les opérateurs dans le secteur de l'électricité.

Opérateurs en charge de l'électricité

Concessionnaire Énergie du Mali (EDM.SA), deux Sociétés de Services Décentralisés (SSD) : Korayé Kurumba, Yéleen Kura et d'autres permissionnaires de PCASER du genre SSD

Institution en charge de l'électrification rurale

Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER) chargée de (i) mettre en œuvre le Projet Énergie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural (PEDASB) et (ii) de réguler et contrôler le développement de l'activité d'électrification rurale.

Institution en charge des énergies renouvelables

Le Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER) devenu Agence des Énergies Renouvelables (AER) chargée de la planification, de l'assistance technique et des investissements; création de la Commission Nationale des Énergies Renouvelables (CER)

Institution en charge de l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique

Direction Nationale de l'Energie (DNE), notamment à travers la Division Maîtrise de l'Energie (DME)

Institution de protection de l'environnement

Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)

Objectif énergétique

Augmenter le taux d'électrification à 55% en 2015 et 80 % en 2020; accroître la part des ENR dans la production nationale d'électricité de moins de 1% en 2004 à 6% en 2010 et 10 % en 2015
Les ventes de tout producteur indépendant, auto-producteur ou importateur à l'acheteur central ne sont pas soumis à la réglementation des tarifs et font l'objet d'un contrat d'achat aux prix négociés qui doit être soumis à et approuvé par la CREE (ordonnance n°00-019, chapitre 3)

Politique de tarif de rachat (FiT)**Politique de facturation nette (net metering)**

À confirmer

Marchés publics (enchères)

À confirmer

Dégrouper production/transport/distribution (unbundling)

Les activités de production, de transport et de distribution de l'électricité sont libéralisées sur tout le territoire. Dans les faits, EDM SA, opérateur historique, bénéficie d'un périmètre concédé important couvrant les centres urbains du Mali; par ailleurs EDM SA est le concessionnaire unique du réseau de transport et de la distribution et est acheteur central sur son périmètre. Tout service public de l'électricité est assuré à travers une concession ou une licence (ou autorisation) sur un périmètre bien circonscrit.

Secteur privé et environnement des affaires

Institutions de promotion du secteur privé

L'Agence de Promotion de l'Investissement du Mali (API-Mali) offre un point d'entrée unique pour toutes les procédures de création d'entreprises, d'assistance aux investisseurs et de délivrance d'agréments au code des investissements du Mali.

Mesures d'incitation

À confirmer

Subventions classiques

À confirmer

IPP (producteur indépendant d'électricité)

Oui (SOPAM)

Partenariats public-privé

Il existe un cadre pour le partenariat public/privé sous forme de contrat de concession en Build, Own, Operate and Transfert (BOOT). EDM est un partenariat public (66%) privé (34% IPS WA)

Indice d'affaires

Classé 143 sur 189 pays par la Banque mondiale en 2016

Coopération internationale dans le secteur de l'énergie

Déclaration conjointe EU-pays

Non

Énergie comme secteur de concertation pour le 11e FED

Non

Donateurs présents dans le pays

EU, BAD, GIZ, Banque mondiale, PNUD, BIDC, BOAD, AFD, KFW, DANIDA, USAID, CTB, Coopération néerlandaise, Coopération indienne

Mécanisme de concertation sectorielle

À confirmer

Principales problématiques

- Réforme du cadre institutionnel et réglementaire
- Renforcement des mécanismes de partenariat public-privé dans le secteur énergétique
- Mise en place de mécanismes de financement adaptés pour les projets énergétiques
- Renforcement de la capacité à mobiliser des financements
- Mise en place d'un système d'allègement fiscal pour les biocarburants et d'un cadre réglementaire, fiscal et normatif adéquat
- Information et sensibilisation sur les EnR
- Réduire les pertes techniques et non-techniques du réseau électrique et accroître le taux d'encaissement